

SÉLECTIONNÉ PAR LE NOUVELOBS



Par **Séverine Labat**

Politologue, chercheur au CNRS

Modifié le 14-06-11 à 12:40

[Je réagis](#) | 189 vues

[J'alerte](#)

Alain Finkielkraut ou la nouvelle pureté nationale

"Stérilité : défaut d'inspiration qui frappe les créateurs quand ils deviennent très connus" écrit un jour le jadis prometteur Alain Finkielkraut... C'était avant de se transformer en philosophe médiatique... Plus médiatique que philosophe.

Sélectionné et édité par [Tristan Berteloot](#)



Temps de lecture : 5 minutes



"La terre de France n'est pas moins riche de promesses que de gloire. La terre ne ment pas.

Elle demeure votre recours. Elle est la patrie elle-même.

Un champ qui tombe en friche, c'est une portion de France qui meurt.

La terre fait partie de l'identité nationale" (Philippe Pétain, 25 juin 1940)

Lors de son émission hebdomadaire "Répliques", [diffusée sur France Culture le samedi 11 juin dernier et intitulée "Au cœur de la France"](#), notre philosophe médiatique, jadis prometteur, a, une fois encore, apporté la preuve d'un sourd glissement d'une salubre gauche antitotalitaire vers une posture de publiciste réactionnaire et chagrin. Passons sur le pauvre **Jean-Christophe Bailly** qui tenta héroïquement de résister... Convié au festin de la récurrente geinte d'**Alain Finkielkraut** contre les menées antinationales de certains de nos concitoyens, singulièrement issus de notre ex-Empire, **Richard Millet**, auteur de "[Fatigue du sens](#)" (Pierre-Guillaume de Roux, 2011), jadis militant au sein des milices chrétiennes libanaises, dont il n'est pas inutile de rappeler qu'elles se rendirent, en 1982, coupables de l'atroce massacre du camp palestinien de **Sabra et Chatila**, s'empressa, dès le débat lancé sur les nouveaux contours de notre identité nationale, de stigmatiser le défaut de loyauté de l'immigration maghrébine pour la simple raison qu'elle continue de prénommer ses enfants du nom de Mohamed - ce qui représenterait "un acte de barbarie et/ou de guerre civile" -, et de déclarer que seul "blanc" dans le RER, il s'estimait, pas moins, "dans une situation d'**Apartheid volontaire**"...

Haine de l'étranger

En appelant à **Joseph de Maistre** (écrivain de la Réaction s'il en est), rappelons-nous, pour comprendre, quelques écrits passés de ce plumitif : "Vient un moment où on ne peut que donner raison à **Ben Laden**, pour peu qu'il ne soit pas une fiction américaine ou islamiste. Je comprends qu'on déclare la guerre à l'Occident, lequel n'est plus une civilisation mais une idéalisation cynique de la démocratie, c'est-à-dire le contraire de toute vie spirituelle, de mémoire féconde : une puissance mortifère. Tout en haïssant l'islamisme, j'abhorre à peu près les mêmes choses que lui. Mais je ne serai pas un apostat. Il n'est pas impossible que les attentats du 11 septembre soient une mise en scène américaine à capitaux saoudiens, tout de même qu'on peut douter si les Américains sont réellement allés sur la lune" (L'Opprobre, Gallimard, 2008, p. 52).

Mieux encore : "Que l'émigration africaine soit, par exemple, un drame pour les immigrés comme pour les Français de souche, qu'une immigration chrétienne soit préférable à une immigration musulmane, voilà qui me paraît relever du bon sens, tout comme le fait que la France ne doive pas se renier elle-même pour maintenir la paix civile menacée par ces minorités". (Ibid, p. 85).

Passons sur les propos nauséabonds quant à "l'accent" des populations ghettoïsées de nos banlieues et quant à la décadence que représenterait, au regard de la culture élitiste classique, un Rap porteur du défaut assumé d'assimilation des populations maghrébines... Et que dire des commentaires sur les "salons de coiffure black" ou sur le "Passage Brady", situés dans le dixième arrondissement de Paris, où il est pourtant si agréable de déambuler parmi les restaurants pakistanais... Ecoutions-nous bien **France Culture** ou bien plutôt **Radio Courtoisie**, fréquence d'une extrême-droite qui vomit quotidiennement sa haine de l'Etranger et de la démocratie, facteurs de dilution d'un lien national si ardemment défendu par le Maréchal et "l'Etat français" ?

Le doute est permis tant l'outrance le disputait au ricanement raciste... Eu égard aux récentes polémiques suscitées par la présence de bi-nationaux dans l'équipe de France de football, ces divagations ne sont pas sans rappeler le prémonitoire : "On nous dit que l'équipe de France est admirée parce qu'elle est black-blanc-beur. (...) En fait, aujourd'hui, elle est black-black-black, ce qui fait ricaner toute l'Europe" d'Alain Finkielkraut dans le quotidien israélien Haaretz du 18 novembre 2005... Et nos compères de regretter la fin de la paysannerie, de pester contre la mondialisation et le capitalisme, arguments historiquement référés à l'histoire de l'extrême droite française...

Mon bon Monsieur, y'a plus de jeunesse, y'a plus de France... Et nos débatteurs de nous servir, amalgame contredit par toutes les recherches académiques, mais cher au Front

National et à certains édiles de l'UMP, l'argument du lien ontologique entre immigration et violence...

Exclusion

L'assertion exige quelques rappels. Ce fut, au XIXe siècle, l'originalité de la gauche que d'opposer à l'analyse bourgeoise des causes de la violence, en milieu ouvrier et sous-prolétarien, une analyse prenant en compte les rapports d'exploitation et de domination, et l'impuissance de leurs victimes, en l'absence de mécanismes transformateurs, à trouver d'autres issues à leur contestation de l'ordre établi. Tandis que, historiquement, la droite en appelle à l'ordre "naturel" des choses, à l'idée qu'il y aurait à défendre le "bon droit" d'une population ne demandant qu'à vivre en sécurité, et par voie de conséquence à défendre "l'ordre public" auquel aspirent les citoyens, la gauche, quant à elle, a toujours resitué la question de la violence dans celle des **rapports sociaux d'exploitation** ou de domination, subordonnant la légitimité de l'autorité chargée de la sécurité à ce qu'elle reconnaisse la dimension conflictuelle et politique de cette violence.

De fait, c'est grâce à la reconnaissance politique et institutionnelle de la conflictualité des rapports sociaux (ouverture de l'espace public et politique à travers la démilitarisation du maintien de l'ordre, le droit au syndicalisme, à la grève, à la manifestation, et à la libre expression du point de vue des exploités et dominés) qu'ont dépéri les formes émeutières ou insurrectionnelles de la violence ouvrière telle qu'elle existait au XIXe siècle. Ainsi les "classes dangereuses" des faubourgs de la société industrielle se sont-elles transformées en "classes laborieuses".

Les "violences urbaines" de cette fin de siècle sont à la violence des rapports sociaux d'exclusion ce que les violences ouvrières étaient à la violence des rapports sociaux d'exploitation. Elles relèvent du même type d'enjeux, renvoyant à la définition du contrat social démocratique, républicain et national. C'est sur fond de déclin de la société industrielle que se développent, depuis le début des années 1980, de nouvelles formes de "violence urbaine" suscitées à la fois par un désir frustré de consommation et par des transformations sociales génératrices de tensions.

Frappés par des processus d'exclusion (chômage, sélection scolaire par l'échec), de ségrégation (ethnique, sociale et spatiale), de stigmatisation (racisme) et de relégation, les quartiers populaires en difficulté disposent en outre de ressources publiques inférieures à la moyenne nationale. Le cas de l'école, cher à notre philosophe, prend à cet égard, valeur d'exemplarité. D'un côté, l'école républicaine en appelle aux principes d'égalité, de laïcité, d'intégration. Mais, de l'autre côté, la massification de l'accès à une institution scolaire structurellement élitiste conduit à ce que la violence de la sélection sociale qui s'effectuait

naguère en dehors de l'école, se réalise dorénavant dans et par l'école, et selon des critères "psychologiques" relatifs au comportement de l'élève. Ceci conduit les plus démunis à interioriser les catégories sociales de l'échec scolaire en termes de tare personnelle, alors même que les enseignants tendent de plus en plus à "ethnicher" les raisons de cet échec.

On comprend que lorsque se superposent la violence sociale de la relégation urbaine et la violence institutionnelle de l'école, enfants et adultes puissent être tentés de réagir à cette double pression par la **peur et l'agressivité**. Perçue comme arbitraire, la loi scolaire n'est plus considérée comme légitime, d'où le développement d'une angoisse provoquée par l'injonction de la réussite et par l'interiorisation de l'échec débouchant sur une violence anti-scolaire.

"Impossible intégration"

Certains, tels Alain Finkielkraut, y voient la confirmation d'une "impossible intégration" de populations trop éloignées des critères de performance de la vie sociale et économique moderne. On peut, à l'inverse, prendre le parti d'y voir l'aboutissement de la **désintégration sociale, économique et culturelle** qui frappe les générations issues des milieux populaires - et singulièrement de l'immigration -, nées durant les années 1970, ayant fait l'expérience d'une société française porteuse de promesses mais se refusant à toute forme de reconnaissance politique et symbolique des minorités culturelles, sociales et politiques.

S'il ne saurait être question d'excuser ces nouvelles formes de violence, il nous faut cependant, afin d'être en mesure de prendre politiquement en charge ces phénomènes, reconnaître que leurs auteurs, produits de l'histoire coloniale et politique de la France, sont les enfants de la crise de la société française contemporaine dans son ensemble. Le comprendre exige un effort d'analyse qu'interdit la paresse intellectuelle. N'est-ce pas un certain Alain Finkielkraut qui écrivait : "Stérilité : défaut d'inspiration qui frappe les créateurs quand ils deviennent très connus" ?

(**Séverine Labat** est Politologue, chercheuse au CNRS/CADIS, auteure de "[La France réinventée : les nouveaux bi-nationaux franco-algériens](#)", collection "Carrefours euro-méditerranéens" dirigée par Aïssa Kadri, Paris, Publisud, 2011)

Auteur parrainé par [Aude Baron](#)